Nationalisation de Total, Mélenchon refuse de suivre Roussel

Emma Sare

publié le 24 septembre 2026 dans POLITIQUE



« Nous ne voulons pas de nationalisation punition », c'est ce que Jean-Luc Mélenchon a déclaré sur BFMTV ce mercredi 23 septembre pour répondre à la proposition de « nationalisation sanction » de TotalEnergies portée par Fabien Roussel. Face à la flambée des prix de l'énergie et du carburant, LFI préfère s'en tenir au blocage des marges du groupe, qui ont fortement augmenté depuis le début de la guerre.

La mesure figure pourtant dans le programme insoumis. LFI revient-elle sur son programme ? Ce qui est clair, c'est que le fossé continue de se creuser, alors que des différences de vision entre LFI et le PCF existent d'ores et déjà sur la question de la reprise en main du système productif.

Lire aussi :
Les communistes repartent à la conquête du pays dernière Fabien Roussel

Le projet communiste d'un Groupe Energie de France

À la Fête de l'Humanité 2026, Fabien Roussel a défendu la nationalisation de TotalEnergies, en dénonçant les profits du groupe dans le contexte de la crise énergétique et des guerres causées par l'impérialisme. Cette position fait écho à la proposition de loi déposée par le groupe communiste en septembre 2024, qui vise à créer un Groupe Énergie de France (GEDF) en nationalisant TotalEnergies et Engie aux côtés d'EDF. Le texte propose de sortir les activités énergétiques du champ de la concurrence et de confier à un unique public la production, la transformation, le transport, le stockage, la distribution et la fourniture d'énergie.

La différence entre le projet insoumis et celui du PCF ne porte donc pas uniquement sur le fait de nationaliser ou non. Elle porte sur ce que doit devenir la propriété publique.

Pour le PCF, nationaliser ne peut pas se résumer au transfert du capital d'une entreprise privée vers le secteur public. Il s'agit de soustraire les secteurs stratégiques aux logiques de concurrence et de rentabilité à court-terme, de garantir une gestion démocratique et de permettre une planification industrielle et écologique. C'est d'ailleurs dans cette logique que s'insorit le projet GEDF défendu par les sénateurs communistes.

Lire aussi :
Les communistes veulent nationaliser EDF, ENGIE et Total Energies

Nationaliser ne suffit pas

En 1981 et 1982, le gouvernement de François Mitterrand engage d'importantes nationalisations industrielles et bancaires. Mais, le 16 février 1982, Mitterrand affirme que les entreprises nationales ne doivent pas devenir des « appendices de l'administration » et que leur « autonomie de décision et d'action doit être totale ». Il précise également que le secteur nationalisé doit respecter les règles de la concurrence.

Une entreprise publique ne suffit donc pas à transformer les rapports de pouvoir dans l'économie. C'est la réponse qu'apportent les communistes, pour qui la transformation passe par une véritable gestion démocratique de l'appareil productif. Pour cela, les travailleurs doivent disposer de pouvoirs sur les décisions qui concernent leur entreprise, les investissements et l'avenir des filières industrielles. La propriété publique doit servir des objectifs sociaux, industriels et écologiques plutôt que la recherche de rentabilité financière.

> *Une entreprise publique ne suffit pas à transformer les rapports de pouvoir dans l'économie.*

Lire aussi :
Arcelor Mittal: la bataille continue

TotalEnergies, un levier stratégique

TotalEnergies illustre particulièrement cet enjeu, car le groupe intervient dans l'extraction, la transformation et la commercialisation des ressources énergétiques. Son contrôle constitue donc un levier important pour la sécurité des approvisionnements et la politique énergétique.

Fabien Roussel, ne réduit pas cette question au prix à la pompe. Il l'inscrit dans une stratégie de réindustrialisation, de maîtrise des ressources et de transition écologique. La nationalisation de TotalEnergies est ainsi pensée avec la constitution d'un pôle public de l'énergie et la sortie progressive des énergies fossiles, ce qui fait de la reprise en main de l'industrie énergétique un enjeu écologique.

Lire aussi :
Décroissance : des annonces qui ne branchent pas

Or, Jean-Luc Mélenchon semble d'ores et déjà faire machine arrière lorsqu'il conteste la nécessité de nationaliser TotalEnergies et estime qu'il suffirait de demander à Total de baisser ses marges.

> *« Total défend ses intérêts capitalistes. Nous, nous défendons les intérêts du peuple français. Bon, il doit bien y avoir moyen de trouver une solution qui nous tire d'affaire. »*
> *Jean-Luc Mélenchon, sur BFMTV*

Un discours de compromission qui n'est pas sans rappeler les aspirations de la gauche socialiste.

Emma Sare

Édition hebdomadaire

EDITO



Bastien Bonnargent

La France ne se relèvera pas en sacrifiant sa jeunesse

La lutte paie. Le gouvernement a fini par céder. Cette victoire est appelle d'autres. Dès la rentrée, avec le 5 novembre en ligne de mire, poursuivons la mobilisation jusqu'à obtenir gain de cause.

Lire la suite



MOYEN-ORIENT

En Israël, la percée historique des communistes et des listes arabes



AMÉRIQUES

Au Brésil, la mobilisation populaire offre un quatrième mandat à Lula

AMÉRIQUES

À l'ONU, une large majorité contre le blocus de Cuba malgré l'offensive américaine

Bastien Bonnargent

INTERNATIONAL

En Guadeloupe, le PCG appelle à intensifier la mobilisation

Valentin Lemaire

abonne-toi

ASIE

Sommet des BRICS à New Delhi, l'Inde et la Chine scellent leur rapprochement

Cora

LUTTES SOCIALES

Coupure des réseaux sociaux, la CGT FAPT dénonce les pratiques liberticides de Lecornu

Titeus

TRAVAIL

Mourir à 24 ans pour une course Uber Eats

Mêmes rubriques

ANTI-RACISME

À Trappes, 15 000 voix pour faire rempart contre la haine

Alban Christen

EDITO



Bastien Bonnargent

La France ne se relèvera pas en sacrifiant sa jeunesse

La lutte paie. Le gouvernement a fini par céder. Cette victoire est aspirée d'autres. Dès la rentrée, avec le 5 novembre en ligne de mire, poursuivons la mobilisation jusqu'à obtenir gain de cause.

Lire la suite



MOYEN-ORIENT

En Israël, la percée historique des communistes et des listes arabes



AMERIQUES

Au Brésil, la mobilisation populaire offre un quatrième mandat à Lula



AMERIQUES

À l'ONU, une large majorité contre le blocus de Cuba malgré l'offensive américaine

Bastien Bonnargent



INTERNATIONAL

En Guadeloupe, le PCG appelle à intensifier la mobilisation

Valentin Lamarre

ASIE

Sommet des BRICS à New Delhi, l'Inde et la Chine scellent leur rapprochement

Cora

LUTTES SOCIALES

Coupure des réseaux sociaux, la CGT FAPT dénonce les pratiques liberticides de Lecornu

Titeus

TRAVAIL

Mourir à 24 ans pour une course Uber Eats

EDITO



Bastien Bonnargent

800 000 dans la rue, et maintenant ?

Samedi 27 octobre, plus de 800 000 personnes ont défilé partout en France. La mobilisation lycéenne a ouvert la voie, et des Français·es des Français de tous horizons l'ont rejointe. Travailleurs, étudiants, apprentis, nos raisons de lutter se rejoignent.

Lire la suite

EDITO

Camille Mongin

Former, chercher, innover, ce que le budget 2027 ne finance pas

Au moment où des dizaines de milliers de lycéens et d'étudiants manifestent pour demander des profs, le gouvernement répond, par budget interposé, qu'il veut supprimer des postes. Cela devient une rengaine. Le gouvernement refuse d'investir dans l'avenir.

Lire la suite

POLITIQUE

17 octobre à Paris, le maintien du désordre

Alban Christen

140 milliards d'économies, le RN fait du Macron sans le dire

Marion Brugère

ECONOMIE

Dette publique, la France à la merci de créanciers étrangers

Emma Ladjevrf

MOYEN-ORIENT

En Cisjordanie, l'agression d'un maire communiste révèle l'impunité des colons

Blanche

ANTI-RACISME

Après l'attentat de Trappes, « ceux qui alimentent le racisme doivent rendre des comptes »

ENVIRONNEMENT

Les nappes phréatiques au plus bas après l'été 2026

Camille Pagan-Lejay

EDITO



Bastien Bonnargent

Et si toute la jeunesse entrait dans la danse ?

Le 17 octobre peut être le point de convergence de toute une classe. Lycéens, étudiants, apprentis, jeunes travailleurs ou privés d'emploi, nous avons, au-delà de nos statuts, des intérêts communs et nous subissons tous cette violence.

Lire la suite

LUTTES SOCIALES

La Fonderie de Bretagne liquidée après des années d'abandon par Renault et l'Etat

HISTOIRE

Qui était Jean-Pierre Timbaud, du syndicat des métallos au poteau de Châteaubriant

Pierre Bionet

Je m'abonne à la newsletter

Je reçois un email pour chaque nouvelle publication de l'Humanité et rien d'autre.

Email

Le traitement informatique de vos données est réalisé par le BCP pour le seul objectif de promouvoir son journal Avant Garde. En savoir plus.

Je m'abonne

Qui sommes nous ?
Nous contacter
Mentions légales
Politique de cookies

Jeunes Communistes
Etudiants Communistes
Parti Communiste Français

l'Humanité
Cause Commune
Regressions
Economie & Politique

La Marseillaise
Liberté Actus